

**FRANÇOIS-XAVIER ROYET &**

D.E.A. DE DROIT PRIVE  
DIPLOME SUPERIEUR DE NOTARIAT

**NICOLAS TAICLET**

D.E.S.S. DE DROIT FISCAL  
DIPLOME SUPERIEUR DE NOTARIAT

**NOTAIRES ASSOCIES**

SUCESSEURS DE MES ROYET, SANTIARD, THIRAUT ET MISSEREY

1, rue François Mignotte  
BP 90183  
**21705 NUITS-SAINT-GEORGES CEDEX**

TELEPHONE **03 80 61 06 71**  
TELECOPIE **03 80 61 30 14**

E.mail : [scp.royet-taiclet@notaires.fr](mailto:scp.royet-taiclet@notaires.fr)

Réception sur rendez-vous  
*Etude fermée le samedi*

Monsieur François PARENT  
5 grande Rue  
21630 POMMARD

Dossier N° : A 2013 00360  
PACTE ENGAGEMENT COLLECTIF PARENT

NUITS SAINT GEORGES, le 27 Février 2017

Suivi par : Evelyne PAQUAUX  
V/Réf :

Cher Monsieur,

Dans le cadre du pacte d'engagement collectif de conservation des titres de la SOCIETE FRANCOIS PARENT CHATEAU DES GUETTES, régularisé par mon étude le 2 Juillet 2013, nous devons produire avant le 1er avril au centre des impôts de DIJON, l'attestation ci-jointe.

Vous voudrez bien signer celle-ci et me la retourner de toute urgence.

Vous souhaitant bonne réception des présentes.

Je vous prie d'agréer, Cher Monsieur l'expression de mes sentiments distingués.



**FRANCOIS PARENT CHATEAU DES GUETTES**

**SARL**

**Au capital de 32.000,00 €**

**14 Rue Pierre Joigneaux**

**21 200 BEAUNE**

**RCS DIJON 420 425 969**

**ATTESTATION (Article 787 B du C.G.I)**

La société dénommée « FRANCOIS PARENT CHATEAU DES GUETTES » société à responsabilité limitée au capital de 32.000,00 € dont le siège social est à BEAUNE (21200) 14 Rue Pierre Joigneaux, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de DIJON sous le N°420 425 969

Représentée par Monsieur François PARENT, gérant de la personne morale, domicilié professionnellement au siège social,

Atteste et certifie que l'engagement collectif de conservation des titres souscrit par les associés de la société, aux termes d'un acte reçu par Me ROYET Notaire associé à NUITS SAINT GEORGES le 2 Juillet 2013, enregistré à la Recette des Impôts de DIJON le 16 Juillet 2013 Bordereau 2013/1508 case N°2, était encore en cours au 31 Décembre 2015 et portait toujours sur au moins 34 % des droits de vote et des droits financiers attachés aux titres émis par la société.

En conséquence, les conditions de validité de cet engagement étaient remplies au 31 Décembre 2016.

Fait à

*Pommard*

Le

*2 MARS 2017*

*PARENT*